PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA IV· INTERNATIONALE
★
PERMANENCE
19, rue Daguerre, 19
-PARIS - XIV·-

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940)

N° 113
9 Mars 1946
Prix : 2 francs

Abonnements:
26 numéros .... 50 fr.
52 numéros .... 100 fr.
C.C.P. Saujet 3205-19 Paris

INTRUSION INQUALIFIABLE DANS UNE RÉUNION OUVRIERE

60 agents, mitraillette au poing, arrêtent à une Conférence du P.C.I. 28 participants de 10 nations différentes

Mardi 6 mars, 11 heures. Les habitants du 10e arrondissement sont témoins d'une opération policière du plus bel effet spectaculaire. Soixante agents armés de mitraillettes et de nombreux inspecteurs ont été mobilisés pour arrêter... 28 personnes assistant à une conférence convoquée par le P.C.I., conférence traitant de la situation internationale et de l'activité des sections de la IVe.

Des militants de la IVe Internationale, des sympathisants, des journalistes, appartenant à différentes nationalités (U.S.A., France, Belgique, Angleterre, Hollande, Irlande, Suisse, Grèce, réfugiés espagnols), étaient présents.

L'ensemble des participants à la réunion fut conduit avec leur escorte impressionnante au Commissariat du Xe. La double haie de mitraillettes braquées attirait des centaines de curieux, persuadés qu'il s'agissait d'une bande de dangereux gangsters!

Dès l'arrivée au Commissariat, les inspecteurs, tout d'abord heureux de la réussite brillante de leur opération, sombrèrent dans un certain septicisme. Peut-on arrêter des gens assistant à une réunion convoquée par un parti, quel qu'il soit? Le régime de l'autorisation préalable est défunt depuis que le décret signifiant la fin de l'état de siège est signé. Alors, que faire?

Après bien des hésitations, la décision fut prise de transférer tout le monde à la Préfecture. Les services de... la 2e Brigade criminelle furent chargés de l'affaire. Quelle «affaire » pour ces fonctionnaires qui n'avaient jamais eu jusqu'alors à traiter avec des « criminels » de cette nature! Très rapidement, on fut convaincu dans tous les services de la parfaite stupidité de ces arrestations. Et de leur arbitraire. On interrogea donc à nouveau tout le monde.

Pour apprendre quoi? La biographie des militants du P. C. I.? Les Services des Renseignements généraux en sont-ils réduits à d'aussi pauvres méthodes?

Chacun dans sa langue, militants, sympathisants et journalistes protestèrent énergiquement contre des mesures policières qui rappellent fâcheusement une époque que certains prétendent révolue.

Les ambassades d'Amérique, d'Angleterre, de Belgique furent alertées.

En définitive, à 1 heure du matin, sept militants ou sympathisants français du P.C.I. furent relâchés.

« Je ne vous dis pas que vous êtes libres, messieurs, puisque vous n'avez pas été arrêtés », déclara un inspecteur.

Comme quoi l'on sait être subtil dans la police...

La plupart des autres personnes « qui n'avaient pas été arrêtées » furent relâchées le lendemain. Deux Espagnols seraient retenus. De plus, il serait question d'expulser ces camarades espagnols! Nous protestons contre un tel crime. Nous alerterons toutes les organisations ouvrières et démocratiques. Les libertés démocratiques sont en jeux. Il est du devoir de tous les militants ouvriers d'élever avec nous leurs protestations contre des agissements scandaleux qui nous ramènent insensiblement sur la voie de Vichy.

Marcel BEAUFRERE.
Le 6 mars 1946.

MORTS pour le COMMUNISME

La longue liste des militants de la IVe Internationale tombés victimes de la sanglante dictature hitlérienne n'est pas encore close. Après Marcel Hic, secrétaire général de notre section française, après L. Lesoil, leader de notre section belge..., nous saluons aujourd'hui la mémoire de 4 des plus éminents combattants de notre section allemande, dont nous venons d'apprendre l'assassinat dans les bagnes nazis.

WEINER SCHOLEM, dirigeant du Parti Communiste Allemand jusqu'en 1923, et rédacteur en chef du « Drapeau Rouge » à Berlin, membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à Moscou, adhère très jeune au mouvement trotskyste. A l'arrivée d'Hitler au pouvoir, il est envoyé successivement dans les camps de Sichtenburg, Esterwegen, Dachau et finalement à Buchenwald, où il est assassiné en 1940 d'un coup de revolver par un sous-officier S.S.

WALTER... (dont nous tairons le nom, car sa famille vit en zone russe) fut longtemps « permanent » du P. C. allemand avant de rejoindre la IVe Internationale avec Scholem. En 1933, il est arrêté, et après 11 ans de souffrance dans les camps hitlériens, il tombe mortellement blessé, au cours d'un bombardement aérien, le 24 août 1944.

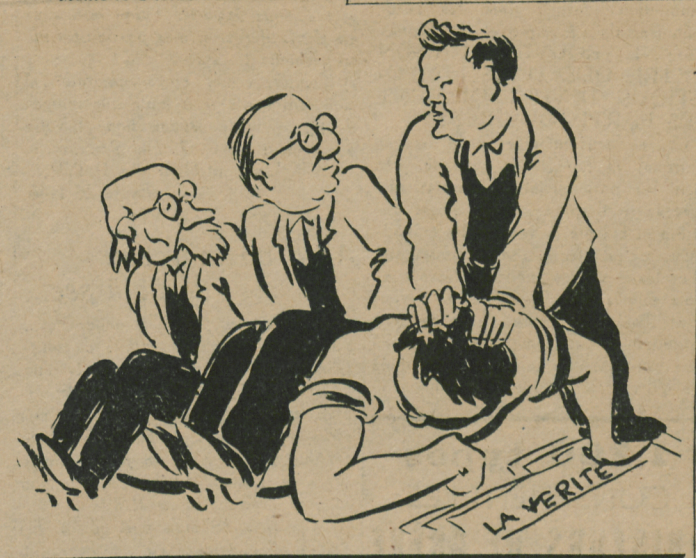
EDWARD KOLISCHER, délégué des Conseils de Soldats en 1918, va bientôt mettre ses capacités militaires au service de l'armée rouge bolchevick. Affecté à l'Etat-Major de Trotsky, puis malgré l'éviction de celui-ci, membre du grand Etat-Major de l'Armée Rouge, il représente en même temps, au Comité Exécutif de l'I.C., le parti communiste autrichien. Il rejoint enfin l'opposition de gauche, et milite clandestinement sous la dictature Schussnig. Arrêté en 1938, déporté à Buchenwald, puis à Auschwitz, il y meurt en 1942, à 49 ans, des suites de coups que lui inflige un « kapo ».

FRITZ REUTER, boulanger de métier, un des plus anciens bolchevik - léninistes d'Allemagne. Arrêté en 1934, interné à Buchenwald, puis à Dachau, où la tuberculose l'emporte rapidement.

Camarades, l'exemple de votre vie de militant, et de forçat, l'exemple de votre sacrifice, n'auront pas été vains. Ils auront été un démenti cinglant aux mensonges bourgeois qui veulent nous faire croire à la solidarité du peuple allemand avec Hitler.

UNANIMITE NATIONALE

Même le P.R.L. sera d'accord



Rien dans les mains Rien dans les poches ou Les facéties de M. Longchambon

La politique du ravitaillement nourrit la démagogie P.R.L.

Monsieur Longchambon, le ministre qui, de son propre aveu, ne saurait « faire des miracles » en matière de ravitaillement a reçu la Presse le 27 février. S'exprimant cette fois comme un prestidigitateur, il a tout d'abord déclaré aux journalistes : « rien dans les mains, ni dans les poches », puis il a ajouté, le sourire aux lèvres : maintien de la ration actuelle de vin, aucun espoir de distribution de pommes de terre, pour le pain pas de changement, pour la viande, amélioration possible en juillet pour le rhum qui devait être distribué en décembre, aucune inquiétude à avoir, car les fêtes ne sont pas encore terminées ».

On aurait tort après cela, de croire que M. Longchambon est un plaisantin; bien au contraire, à la Chambre chacun se plaît à relever ses qualités. Son arrivée au Ministère du Ravitaillement a été saluée avec enthousiasme tant par les représentants du M.R.P. que par ceux du P.S et du P.C. M. Longchambon a un avantage énorme sur ses prédécesseurs, ont-ils déclaré: c'est un technicien — il était professeur de minéralogie avant d'être ministre — ce n'est pas un homme politique, il est en dehors des partis.

Après les expériences Ramadier et Pineau on comprend très bien qu'aucun des trois « grands » n'avait envie de prendre la responsabilité de donner à manger aux travailleurs. Surtout que le 22 février, lorsque Pineau est venu s'expliquer à la Constituante, cela n'a pas été tout seul et il est à craindre qu'il en soit désormais toujours ainsi. Le combat a été mené par les fascistes du P.R.L., MM. Mutter, Joubert, Lecocheux et René Coty. Pour essayer de prouver « sa bonne foi » et dégager ses responsabilités, Pineau a été obligé de dénoncer les scandales les plus voyants du marché noir, scandales, dont Longchambon a de nouveau parlé à la presse le 27 février.

(Suite page 2.)

Droit de parution pour "LA VERITE"

LE 20 février, à la suite des démarches que nous avions entreprises au Ministère de l'Information, Deferre nous avait donné l'assurance formelle qu'il recevrait dans les huit jours une délégation du P. C. I. Mais lorsque cette délégation composée d'une dizaine de vieux militants se présenta, le 28 février, avenue Friedland, à l'heure convenue, « il était absent ».

Il fallut toute l'insistance de nos camarades, déclarant qu'ils ne partiraient pas sans être reçus par le Ministre pour qu'enfin la porte s'ouvrit vers les 20 heures.

Dès l'abord il apparut nettement que Deferre n'était guère disposé à nous donner satisfaction; il prit un ton tranchant et déclara qu'il ne faisait qu'appliquer la règlementation : votre dossier n'étant pas passé devant la Commission Consultative de la Presse, votre journal ne peut être vendu sans autorisation, en conséquence, je l'ai fait saisir.

Enfin M. Deferre ayant promis d'insister à nouveau pour accélérer les formalités administratives, notre délégation prit acte de ces déclarations et demanda, étant donné que ces promesses ne sont pas les premières, des garanties. Ce qui n'eut pas l'heur de plaire au Ministre qui refusa alors de prolonger plus longtemps l'entretien.

M. Deferre, ministre socialiste, a ses raisons pour interdire *La Vérité:* ou bien il ne veut pas que les partis révolutionnaires puissent défendre leur programme au cours de la prochaine campagne électorale, ou bien il subit des pressions extérieures à son Ministère.

Nous aussi nous avons nos raisons et nous ne cesserons pas de les affirmer publiquement: le droit d'expression le plus total pour la pensée révolutionnaire est un droit démocratique que le leader socialiste américain et le président de la C. E. de la Seine du P. S. ont reconnu devant nos représentants.

Le Gouvernement Gouin a majorité socialiste et communiste ne pourra pas toujours empêcher la presse révolutionnaire de s'exprimer librement.

En attendant, *La Vérité* ne disparaîtra pas.

Les silences de M. Rudenko

Des entretiens de tout genre, qu'ils soient avec Mussolini ou avec un quelconque politiciens de second plan ont été soigneusement recueillis dans les archives allemandes; le gouvernement britannique s'est entretenu pour mettre sous le boisseau les documents concernant les membres de l'aristocratie britannique qui flirtaient avec la clique hitlérienne. Staline vient vient dans son dernier discours, il y a moins de 15 jours, d'attaquer violemment les Trotskystes; il avait dans les années qui précédèrent la guerre ajouté procès sur pour convaincre une opinion publique réticente à avaler ses accusations monstrueuses. On peut donc être certain que s'il y avait eu dans les archives allemandes, une seule ligne dans un document qui eut pu prêter à équivoque en faveur de ses machinations judiciaires, le procureur soviétique l'eut produite

Le silence du procureur soviétique sur ce point n'est qu'une confirmation de plus de l'infâme mensonge des procès de Moscou.

PIERRE HERVE, un antisémite qui ne s'ignore pas...

Dimanche 3 mars. Nos camarades vendent « La Vérité » au métro Oberkampf. Passent des militants staliniens. Ils « insultent » nos camarades aux cris de: « Youdis! Youpins! »

S'agit-il de manifestations isolées d'antisémitisme dans un parti qui se réclame par ailleurs de Karl Marx? Nous ne le croyons pas. Ce sont les dirigeants eux-mêmes qui donnent le ton.

Dans l'hebdomadaire « Fraternité », Pierre Hervé a écrit un article intitulé: « A propos du Socialisme des imbéciles. » On sait que le socialiste allemand Bebel avait qualifié ainsi l'antisémitisme. Dans son article, Pierre Hervé réussit le « tour de force » de nous attaquer, sous prétexte que nos rangs compteraient « 80 %, sinon plus » de Juifs, et de rappeler à côté de cela « quelques vérités fondamentales »: « C'est le socialisme qui bannira à jamais l'antisémitisme; l'antisémitisme est essentiellement une politique réactionnaire et fasciste. » Par malheur, il faut croire que les militants staliniens ont surtout retenu de l'article d'Hervé, le fait que nos rangs compteraient un grand nombre de juifs.

Il ne pouvait pas en être autrement. Car les « vérités fondamentales » ne sont placées dans l'article d'Hervé qu'à titre de paravent.

Dans le journal de la Jeunesse socialiste juive « Bund », « le Réveil des Jeunes », B. Landau répond avec justesse:

« Pierre Hervé qui s'attaque spécialement à la finance juive, bien qu'il parle aussi de la finance catholique et protestante — pourquoi ne pas parler de la finance tout court — use de l'argument classique de la réaction qui voyait partout les « meneurs communistes juifs » — pour trouver que 80 % des agitateurs trotskystes sont d'origine israélite. Est-ce à l'instar d'une certaine propagande bien connue qui accusait les Juifs d'être à la fois les piliers de la « ploutocratie internationale » et... des « meneurs extrémistes? » Et est-il permis de nous demander à notre tour quels buts poursuit-il en invoquant ce genre d'arguments?

Qui, sauf les réactionnaires et antisémites notoires, a jamais accusé les partis communistes polonais et roumain ou le parti bolchevik russe, dans sa période d'insurrection d'octobre,, d'avoir eu dans leur direction un pourcentage très élevé ou même une majorité juive ?

Nous ajouterons que les ouvriers juifs s'intéressent aux questions qui intéressent les ouvriers français. Nous ajouterons encore que les petits artisans juifs, les petits commerçants juifs s'intéressent aux questions qui intéressent les artisans et les commerçants français. Nous répondrons que les financiers juifs s'intéressent aux questions qui intéressent les financiers français, c'est-à-dire à la meilleure façon d'exploiter les ouvriers juifs ou français, de pressurer les artisans ou les commerçants juifs ou français.

M. USCLAT,
déportée à Ravensbrück.

P. S. — Nous voudrions rappeler à Hervé le petit fait suivant: « Sa femme, Annie Hervé, a été déportée au camp de Ravensbrück avec deux trotskystes qui ont été ses compagnes de misère et de souffrance: ces deux camarades étaient Marguerite Métayer et Marguerite Paget. Deux ouvrières françaises. Font-elles partie des « 20 % de trotskystes françaises » tenues sous la coupe des 80 % d'agitateurs juifs? C'était bien là la manière de voir de la Gestapo.

UN PROJET DE LOI SCANDALEUX

La Commission de l'Intérieur vient de communiquer le résultat de ses travaux en ce qui concerne la future loi électorale.

Composée de représentants des principaux partis politiques, cette commission a pris à l'unanimité les décisions les plus antidémocratiques qui soient.

On sait qu'aux élections du 21 octobre 1945, on avait imposé un cautionnement de 20.000 fr. pour chaque candidat. Une liste contenant obligatoirement 10 candidats, rien que dans un secteur de Paris exigeait un cautionnement de 200.000 francs, lourde contribution pour une organisation ouvrière ne disposant d'autres ressources que celui du dévouement et de l'esprit de sacrifice de ses militants.

Non contents de maintenir ce cautionnement, la commission propose que chaque Parti soit obligé de présenter des candidats dans au moins 20 départements. Sur la base modique de 3 candidats par liste — dans certains départements — et d'au moins 10 candidats dans un secteur de Paris, on est amené à un minimum de 67 candidats (soit 19×par 3+ 10 à Paris ou 57+10=67) et A UNE CAUTION DE UN MILLION 320.000 FR. POUR TOUTE ORGANISATION DEVANT PRENDRE PART AUX ELECTIONS.

Cette première « précaution » contre les candidats ouvriers, ne semblant peut-être pas suffisante, la commission propose en outre que les cautions ne soient remboursées qu'au cas où le parti qui a déposé des listes obtiendrait 5 % du total des voix exprimées sur le plan national, SOIT UNE MOYENNE D'UN MILLION CINQ CENT MILLE VOIX.

Ainsi la commission se propose, sous couleur d'éliminer les candidats fantaisistes, de saboter en premier lieu les organisations ouvrières à qui elle veut imposer une lourde contribution financière.

Naturellement, une telle loi ne frappera aucune organisation qui a derrière elle l'appui du patronat, comme le P.R.L. ou les radicaux. Elle frappera les organisations qui n'ont derrière elles que l'appui financier modique des ouvriers...

Disons-le encore une fois: nous voulons utiliser la campagne électorale pour faire connaître notre programme révolutionnaire, pour faire entendre la voix de ceux qui veulent du « Travail et du Pain pour tous ». Quels que soient les maquignonnages de ces Messieurs de la Commission, nous saurons faire entendre la voix du Parti Révolutionnaire.

Mais, ceci dit, il est bon que les travailleurs sachent quelles sont les préoccupations de Messieurs les députés: c'est d'empêcher, par la voie d'une loi inique et anti-démocratique, que les petites organisations se fassent entendre.

Le projet de loi sera discuté pour la forme, à la Constituante: on aura l'occasion d'y voir les radicaux et même le P.R.L. se poser en « démocrates » et s'élever contre cette loi. Le Parti communiste français fera ses pirouettes habituelles pour insinuer: « Ces messieurs nous attaquent... N'est-ce pas là une preuve que nous avons raison? »

On peut leur répondre par avance nous aussi: « C'est vous-même qui permettrez à ces messieurs de se poser en démocrates et d'utiliser cette arme contre vous, car vous adoptez des mesures qui sont absolument contraires à tout esprit démocratique. »

Jean MARCOUX.

Les parodies de Nationalisations
font le jeu de la réaction

UNE association qui a pris le nom de « Conseil National du Patronat français » vient de se constituer. Elle groupe l'ensemble des Fédérations Professionnelles Industrielles et Commerciales, les associations interprofessionnelles régionales, la Confédération Générale des petites et moyennes entreprises, etc...

Ce Conseil a choisi pour président Pierre Fournier, jusqu'alors Président de la Commission de Représentation Patronale et pour Vice-Président Georges Villiers, Président du Comité Inter-Professionnel lyonnais, patron de combat bien connu, maire de Lyon sous le régime de Pétain.

Abordant, dans une déclaration publique, le problème de la production, le Conseil National du Patronat français déclare: « La Vérité dont tout découle est qu'il ne suffit pas de produire au maximum; encore faut-il produire au plus bas des prix compatibles avec le niveau présent des salaires, c'est-à-dire au meilleur rendement. » « Ce sont les nationalisations qui sont cause de la hausse des prix de revient »...

« Convaincu que dans notre pays l'entreprise privée conserve le maximum d'efficience et peut s'adapter au plan d'ensemble assigné par le gouvernement, le Patronat français proteste avec force contre les ravages croissants de l'étatisation sous toutes ses formes... »

Cette déclaration dont le but est de nous faire comprendre les beautés de l'esprit d'initiative veut encore et toujours prouver qu'au nom de la propriété privée le Patronat français luttera par tous les moyens contre les nationalisations, si limitées soient elles. Et cette déclaration du Conseil National du Patronat français trouve son reflet sur le terrain politique avec la constitution du Parti Républicain de la Liberté (P.R.L.) et la tentative de regroupement qu'esquissent certains groupements de nuance « radicale » ou « alliance démocratique » en vue des prochaines élections.

La conséquence des demi-mesures: Le patronat veut profiter de l'absence d'une véritable politique de la part des deux grands partis ouvriers pour tenter par tous les moyens de discréditer aux yeux de l'opinion petite-bourgeoise, l'idée même de nationalisation et d'expropriation. Or, il est possible de le faire si l'on prend comme exemple les « nationalisations » actuelles. La pseudo-nationalisation des Mines du Nord et du Pas-de-Calais n'a entraîné, ni une modernisation du travail, ni l'exploitation des veines riches qui sont réservées pour dans 75 ans, ni une amélioration des conditions de vie des travailleurs comme le signalaient, dans *La Vérité*, il y a une semaine, les mineurs d'Anzin. Quant à « la nationalisation » des banques ou de certaines entreprises métallurgiques, tout le monde s'est aperçu de leur caractère boiteux. *En fait, les nationalisations telles qu'elles ont été effectuées, n'ont fait qu'alourdir la dette de l'Etat et que nécessiter l'aggravation des impôts, qui va toucher en premier lieu, l'ouvrier, le petit paysan, le petit commerçant, le petit fonctionnaire.*

Ajoutons que sur le plan des salaires, la politique des Partis ouvriers a été la même: de grandes déclarations platoniques sur le courage des travailleurs, mais la décision ferme de bloquer les salaires, sans rien faire pour bloquer les prix.

Ainsi la politique des demi-mesures, la politique qui consiste à ménager le Patronat par des parodies de nationalisations et par des indemnisations scandaleuses comme dans le cas des Houillères, la politique qui consiste à ménager en même temps la classe ouvrière par de grands discours sur les « trusts malfaisants » ou « l'inertie bureaucratique », cette politique a fait faillite.

Elle laisse la classe ouvrière aussi misérable, aussi dénuée de tout qu'auparavant. Elle ne fait que rendre une partie de sa confiance au Patronat qui s'aperçoit qu'il est bien facile de mener son attaque sur ce terrain.

La campagne de *l'Aurore* radicale socialiste entre les nationalisations en communion d'esprit avec les réactionnaires de *l'Epoque* et de *France Libre* NE TROUVE SA RAISON D'ETRE QUE DANS LA POLITIQUE D'ATERMOIEMENT DES PARTIS OUVRIERS.

On ne peut ménager à la fois le Patronat et la Classe ouvrière. Ou bien les nationalisations auront lieu avec la participation de la classe ouvrière et comme le veulent les travailleurs, c'est-à-dire sans indemnité pour les gros actionnaires et sous contrôle ouvrier, ou bien elles se feront dans l'anarchie, comme elles se font actuellement et permettront à l'offensive patronale de le développer dans les mois et les années à venir.

1.200 typos CONSPUENT LES BRISEURS DE GRÈVE

LE 23 février a eu lieu à la Bourse du Travail, l'Assemblée générale de la Chambre Syndicale typographique de la Région parisienne, 1.200 typos étaient présents. La réunion fut houleuse, plusieurs bonzes syndicaux se firent copieusement huer; après l'expérience de la dernière grève, l'atmosphère est tendue dans le livre parisien. Texier, un des leaders staliniens, se fit le champion de la politique Croizat, il dénonça la grève comme absolument contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Sifflé et hué il dut abandonner la tribune. Raimbert expliqua ensuite que l'échelle mobile des salaires est le seul moyen de venir en aide à la classe ouvrière. Une motion réclamant l'échelle mobile fut votée à l'unanimité. Agnès, autre dirigeant stalinien, président de la Commission du labeur, déclara qu'il espérait obtenir de la Fédération Patronale une nouvelle classification professionnelle (primes accordées aux travaux de luxe). L'Assemblée réagit violemment en refusant cette nouvelle hiérarchisation des salaires. Une motion demandant l'unification des salaires linotypo fut votée à l'unanimité.

Un vote de défiance à Saillant et à la Fédération Syndicale mondiale eut lieu ensuite. Les délégués à la dite Fédération n'ont pas été désignés par des Assemblées générales de Syndiqués, mais par le C.C. de la C.G.T. Les typos réaffirmèrent la nécessité du retour au principe de la démocratie syndicale. Finalement un autre vote de défiance envers l'atcion antigrève de la C.G.T. fut accepté

Les bonzes réformistes profitant du mécontentement tout à fait justifié des typos à l'égard des dirigeants staliniens en ont profité pour redorer leur blason. Texier et Agnès mènent contre Largentier une violente offensive, lui reprochant d'avoir été témoigner avec Bazignan au procès Luchaire. En allant déposer dans ce procès, les réformistes ont-ils porté préjudice aux intérêts ouvriers? Nous ne le croyons pas, mais ce que nous savons par contre, c'est que Largentier et Bazignon, tout comme Texier d'ailleurs ont saboté et trahi la dernière grève des rotativistes; dès le premier jour ils étaient opposés au mouvement, ils cherchèrent toutes les occasions pour capituler, finalement ce furent eux qui demandèrent l'arbitrage Saillant. Leur faire encore confiance aujourd'hui, c'est se préparer à une nouvelle défaire lorsqu'une autre grève éclatera.

La Vie du Parti

PARIS, 19, rue Daguerre, 14e.
Tous les jours de 15 h. à 20 heures, et le dimanche de 9 h. à 12 h.

⁂

GRENOBLE, Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex place Malakoff).
Samedi 17 à 19 h.

⁂

MARSEILLE, Bar - dégustation Noailles, angle gare de l'Est, Vieille Bourse du Travail.
Mercredi et Samedi de 17 à 20 heures.

⁂

BORDEAUX, 34, Cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse.
Tous les soirs de 18 h. à 20 heures et le dimanche matin.

⁂

CLERMONT-FERRAND, place Gaillard, Café National.
Tous les samedis de 16 h. à 19 h. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

⁂

SAINT-ETIENNE, place du Peuple, **Café Besset.**
Tous les samedis de 17 à 19 heures.

BULLETIN INTERIEUR

Imprimerie Spéciale
« LA VÉRITÉ »

ON NOUS ÉCRIT

Je souhaiterais compter parmi vous...

Chers Camarades,

Après avoir lu votre journal La Vérité, *j'en ai déduit que votre politique était des plus pures et des plus sincères, tout en défendant énergiquement les intérêts de ceux qui travaillent et produisent.*

Si vous croyez que je puisse vous être utile, je souhaiterais de compter parmi vous pour vous aider dans cette lutte.

Je suis employé des P. T. T. au téléphone, et comme tous mes camarades, j'ai hâte de voir un changement chez nous comme ailleurs, et croyez, chers camarades, que je suis prêt à vous apporter l'aide que vous me demanderez, si mes possibilités me le permettent.

Veuillez croire, chers camarades, à mes sentiments et à toute ma sympathie pour votre organisation et votre mouvement P. C. I. que j'admire.

Un contrôleur des P.T.T.
à Choisy le 28-1-46.

Avec un morceau de pain sec...

Nous avons passé 4 années sous l'occupation nazie, 4 années de souffrances, de famine et de terreur. Mais malgré tout nous avions un espoir, nous supportions toutes ces misères en serrant le poing avec la certitude de le sortir un jour et de le lever bien haut. Enfin, ce jour tant attendu arriva... en août 1944.

A présent 19 mois sont passés. En fait d'aller mieux, ça va beaucoup plus mal malgré le retroussage des manches: 300 gr. de pain pour celui qui travaille, c'est maigre. Les pommes de terre ne sont plus qu'un souvenir. Nous avons trop de tickets! Oh! ce n'est pas que nous ayons trop à manger, bien loin de là, mais pas assez d'argent pour acheter.

Je ne veux pas m'étendre sur mon cas, car tout en étant bien misérable, il n'est pas le pire; néanmoins je vais vous dire que mon mari gagne 25 francs de l'heure et moi 22, avec cela nous arrivons bien juste, d'autant plus que mon mari malade est souvent obligé d'arrêter son travail. Mais je connais un compagnon marié, père de deux enfants, un de 7 ans, l'autre de 9 ans, il est seul à travailler car sa femme, de santé décaée, doit rester à la maison. Eh bien, eux, n'y arrivent pas du tout. Je le vois venir travailler avec un morceau de pain sec pour son déjeuner, il ne fait qu'un repas le soir, chez lui, pour laisser le peu qu'il y a à la maison pour ses enfants. Pourtant son travail est pénible. Croyez-vous que cet homme pourra trimer longtemps?

Nous ne demandons pas l'aumône, non, nous sommes des travailleurs, mais nous en avons assez, car j'estime qu'en travaillent on pourrait manger à sa faim et être habillé décemment. Ne trouve-t-on pas de tout si on a de l'argent? Pain à 25 fr. les 750 grammes, pommes de terre à 25 francs le kilo, œufs à 17 fr. pièce, sucre à 250 fr. le kilo, et le reste à l'avenant.

Beaucoup de ménagères ne vont même plus à la charcuterie où l'on ne s'en sort pas moins à 100 francs, tarif officiel, pour 250 ou 300 grammes de sa ration hebdomadaire.

Et le pire c'est qu'aujourd'hui, les décisions du gouvernement nous ôtent tout espoir d'une quelconque amélioration, à moins que les travailleurs ne sachent s'unir contre les affameurs, à moins que les ménagères ne sachent se grouper en Comités qui contrôleront le ravitaillement.

Mme Roux (Clichy).

A PARAITRE
prochainement
une brochure de N. Lénine:
« La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer »

Adresser les commandes à « La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (14e).

Par unité.	20 fr.
Par 10.	18 fr.
Par 100.	15 fr.

LES "DÉMOCRATES" LIVRENT LE PEUPLE ESPAGNOL à la Terreur de Franco !

Les gouveernements de France, d'Amérique et de Grande-Bretagne viennent de publier la note qui définit leur position en face du gouvernement phalangiste.

Franco peut respirer!

Il est désormais assuré de pouvoir continuer à fusiller, en toute quiétude, des militants ouvriers en Espagne. Les alliés ne s'en mêleront pas. Les relations diplomatiques ne seront pas rompues.

Il a désormais tout le temps nécessaire pour commencer à réduire les maquis espagnols. Les guerilleros demanderont des armes en vain. Ne sont-ils pas clairement désavoués par la note alliée qui « souhaite au contraire... le départ pacifique de Franco ». Ce sont là, en effet, des éléments trop révolutionnaires, dont on ne serait peut-être pas fâché, à Wall Street ou à Londres, d'être débarassé par la Phalange, quitte à leur adresser de pieux hommages après leur mort.

Aujourd'hui, les camarades espagnols voient avec évidence qu'ils n'ont qu'un seul allié, le prolétariat de tous les pays. Plus que jamais les travailleurs doivent se mobiliser pour répondre à l'appel du Comité de liaison C.N.T.-U.G.T..:

« Ouvriers manuels et intellectuels, Travailleurs des deux sexes:
POUR LIBERER NOS FRERES ESPAGNOLS;
POUR DETRUIRE LA FORTERESSE FASCISTE D'ESPAGNE;
POUR AVANCER LA CHUTE DE FRANCO ET EXIGER QUE LES GOUVERNEMENTS ROMPENT AVEC LUI TOUTE RELATION DIPLOMATIQUE ET ECONOMIQUE,
REFUSEZ D'EMPLOYER VOS BRAS A TOUT TRAVAIL DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT DESTINE A L'ESPAGNE OU EN PROVENANCE DE CELLE-CI.
VIVE LES DOCKERS DE TUNIS! (qui ont refusé de charger des marchandises pour l'Espagne Franquiste).
VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS! ».

LES "LECLERC" SE FONT LA MAIN EN INDOCHINE

A Saïgon, des soldats et des marins de l'armée Leclerc, sous la conduite de leurs officiers, ont mis à sac les locaux et l'imprimerie du journal socialiste « La Justice ». Ce journal était coupable d'avoir réclamé la reconnaissance immédiate par le gouvernement français du gouvernement du Viet-Minh.

Les vaillants troupiers de Leclerc n'ont d'ailleurs pas borné là leur activité civilisatrice. Une dépêche de « l'Associated Press », en date du 1er mars écrit : « M. Constant Metter, ancien professeur au lycée Chasseloup-Laubat et militant actif du Parti Socialiste à Saïgon, a dû être hospitalisé à la suite des coups qu'il a reçus, lorsque les soldats mirent en pièce le mobilier de son appartement. Il a déclaré que ses agresseurs au nombre desquels se trouvaient des officiers le jetèrent au bas de son lit où il était retenu par une maladie, le rouèrent de coups et menacèrent même de le pendre. Finalement ils le conduisirent à l'hôpital. « On évalue par ailleurs à plusieurs centaines de milliers de piastres les dégâts causés à l'imprimerie et au bureau de la rédaction de « la Justice », où le directeur politique du journal, M. Paul Valère, fut très sérieusement malmené ».

De plus, les journaux ont relaté comment une femme fut rouée de coups, eut le crâne rasé, et dut se promener dans les rues avec un écriteau où était « stigmatisé » la sympathie qu'elle avait manifestée pour le peuple indo-chinois. André Blanchet, correspondant de *France-Soir* à Saïgon, fut arrêté pour avoir protesté contre les actes de la soldatesque de Leclerc.

Que fait Marius Montet, ministre socialiste des colonies, pour mettre fin à l'activité de ces bandes? Pourquoi a-t-on confié le soin de l'enquête sur les « incidents » de Saïgon à l'amiral Thierry d'Argenlieu et au Général Leclerc, c'est-à-dire à ceux qui sont à l'origine de l'expédition punitive?

Ces actes de brutalité commis à l'endroit de socialistes français sont la rançon de la politique impérialiste poursuivie par le gouvernement Gouin. Il faut rappeler et dissoudre l'armée Leclerc. Il faut en finir avec le maintien d'une armée qui se fait la main sur les peuples indo-chinois et les socialistes français avant de pouvoir commettre des actes semblables ici même.

S. ROCHAL.

UNE LETTRE DES ANNAMITES A GOUIN

Les travailleurs indochinois, en France, ont communiqué à la rédaction de tous les journaux, copie de la lettre qu'ils ont adressée le 25 février à M. Félix Gouin.

En publiant cette lettre, dont nous approuvons tous les termes, « La Vérité » entend manifester une fois de plus sa solidarité totale avec nos camarades annamites victimes de l'oppression impérialiste.

Monsieur le Président,

A l'occasion des négociations que le Gouvernement Français s'apprête à engager avec la République du Viet Nam, nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation qui est faite aux Travailleurs et aux Tirailleurs Annamites en France depuis le mois de décembre 1945. Une répression intense s'est abattue sur eux en raison de fidélité qu'ils ont montrée envers leur gouvernement national. 10.000 travailleurs sur 12.000 ont été mis systématiquement en chômage et, sur les centaines d'Annamites arrêtés en octobre, plus de 200 tirailleurs sont encore en prison. Dans la prison d'Oran, 500 tirailleurs annamites sont enfermés avec des prisonniers allemands ou dans des camps de concentration.

Puisque le Gouvernement français admet la valeur représentative du Gouvernement de la République du Viet Nam et engage des négociations avec lui, il deviendrait difficilement compréhensible que la répression continue de peser sur les travailleurs et tirailleurs annamites qui, venus pour aider la France dans son effort de guerre, sont soumis à une situation pénible pour avoir exprimé les sentiments les plus légitimes. Nous nous permettons enfin de vous faire observer que les milliers d'anciens prisonniers Allemands s'embarquent sans arrêt depuis deux mois à Marseille, sous l'uniforme français de Légionnaires, à destination de l'Indochine. Il n'est pas besoin de souligner que l'emploi de ces Allemands, ajouté à celui des Japonais contre les patriotes annamites ne peut qu'opposer de façon définitive les peuples français et annamite et empêcher l'établissement des relations amicales que le Viet Nam, une fois indépendant, pourra entretenir avec la France.

Le problème indochinois ne peut être résolu sans un accord avec le peuple annamite et la reconnaissance de l'indépendance entière du Viet Nam est la condition d'un tel accord.

A ce jour nous avons reçu les lettres signées des délégués des Cies suivantes :

25e Cie du camp d'Arles,
Cie du camp de Lannemezan,
20e et 29e Cies du camp de Montauban,
38e, 22e et 37e Cies du camp de Mazargues, Marseille,
19e Cie de Carcassonne.
73e Cie de Saint-Louis de Marseille.

A LA S.N.C.A.S.E... ON PRODUIT POUR LES MINISTRES

Des camarades de la Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Est, viennent de nous apporter de nouveaux arguments qui confirment la justesse de notre point de vue sur le problème de la production:

PRODUCTION POUR... MINISTRES

« Cette usine, construite en 1937, fut nationalisée en 1938. Elle occupe aujourd'hui près de 1.700 ouvriers. Depuis la libération l'effort a porté sur le dernier hydravion géant de 70 tonnes, le S. E. 200 n° 3. Celui-ci est du même tonnage que le célèbre « Lionel de Marmier » construit à Toulouse par Latécoère. D'un prix de revient effroyable (180 fr .l'heure contre 112 dans une usine analogue de la R. P.), il est le type des constructions de prestige, genre paquebot « Normandie », absolument inrentables; car ce luxueux long-courrier ne servira, s'il vole un jour, qu'à transporter quelques ministres, ambassadeurs ou banquiers. Techniquement, il est beaucoup dépassé quant à la vitesse de croisière, inférieure à celle des appareils américains. Ses plans datent en effet de 1939-40-41. D'autre part ses moteurs sont d'une puissance tout juste suffisante: les 6 moteurs Gnome et Rhône de 1.400 CV sont inférieurs aux moteurs Wright américains qui équipèrent les 2 premiers appareils de ce type, détruits au cours de la guerre.

ABSENCE DE PLAN

Ce que nous devons faire ressortir en premier lieu c'est l'absence de Plan dans l'aéronautique civile qui a permis la continuation d'un appareil inutile à la nation. Ou alors, c'est une construction destinée à relever le prestige de la France, comme le soulignaient les bonzes syndicaux, c'est-à-dire rien de plus dans le porte-monnaie de l'ouvrier, un cran de plus à leur ceinture. Et quant au prestige de la France: voir le « Lionel de Marmier »!

Nous terminons également la construction d'un autogire dont les essais très laborieux se poursuivent depuis 1 an, et un avion stratosphérique de qualité douteuse. Par suite des progrès de l'aéronautique en Amérique et en Allemagne, tous ces appareils sont également surclassés.

PRODUIRE A FOND... ET PUIS CHOMER

L'usine, nationalisée à 100 %, est dirigée par un Conseil d'administration composé de 6 membres, tous généraux ou ingénieurs principaux de l'aéronautique, sauf un représentant ouvrier, lui-même désigné par Tillon pour son conformisme avec la ligne du parti.

En mars 1945 un Comité de parrainage fut constitué pour faire plaisir au camarade Tillon; cette initiative a lamentablement échoué après 9 mois de décadence. Et pour cause! Il s'agissait de travailler gratuitement un jour par mois, un samedi, et de parrainer une escadrille, nommée « Le Travail ». Ceux qui s'opposèrent au projet furent évidemment traités de Trotskystes et de membres de la 5e Colonne.

Le fameux slogan « produire » amena la création d'équipes de choc qui s'anéantirent quelques semaines plus tard... faute de travail. Maintenant la période prévue par tous les travailleurs avertis de la suite est arrivée: par suite du manque de travail il faut ou bien licencier 200 ouvriers, ou réduire de 8 heures la semaine de travail

Après un an, où ceux qui en parlaient étaient traités de saboteurs, le délégué ouvrier du Conseil d'administration, nous a fait part enfin de la nécessité de s'orienter vers des constructions extra-aéronautiques. »

POUR CONCLURE

Le caractère réactionnaire de la campagne de presse engagée contre les nationalisations se trouve ainsi démasqué. Ce ne sont point les nationalisations qui sont la cause des prix élevés de revient des prototypes, du gaspillage des heures de travail, c'est au contraire, comme nous l'indiquent les ouvriers de la S.N.C.A.S.E., *l'absence de plan de production et la politique de grandeur*, dont ces mêmes journaux sont les plus fermes tenants.

RAVITAILLEMENT

(Suite de la première page)

A la fin du mois de décembre, on a vu disparaître des Grands Moulins un peu plus de 1 million de quintaux de farine qui ont été vendus au marché noir au prix d'environ 25 fr. le kilo

Si certains départements n'ont pas reçu de vin l'année dernière, c'est parce que le trust des wagons réservoirs a livré le vin exactement comme il l'a voulu et à qui il l'a voulu.

Aux établissements Lebaudy et Sommier on a découvert une différence de 13.000 tonnes de sucre dans la comptabilité.

Fernand Grenier, député communiste, ayant crié: « tous ces gens-là sont des amis de M. Mutter du P.R.L. », les fascistes répondaient: « ce n'est pas nous qui sommes au pouvoir, vous disposez de la police, vous n'aviez qu'à obliger le producteur à livrer. Avez-vous pris des sanctions ? »

Des enquêtes sont en cours, a répondu Pineau, puis il s'est empressé de changer de sujet. Dans son intervention finale, Waldeck-Rochet, a parlé de la nécessité de retrousser ses manches pour produire plus, mais lui non plus n'a pas dit un mot des sanctions à prendre contre les affameurs.

Les fascistes du P.R.L. auront vraiment la partie belle tant qu'ouvriers, ménagères, petits commerçants et petits paysans n'assurerons pas eux-mêmes le contrôle de la production et de la répartition.

Michèle MESTRE.

CONTRE
L'INTERDICTION QUI FRAPPE LA PRESSE OUVRIÈRE !
LES MASSACRES D'INDOCHINE !
LES ARRESTATIONS ARBITRAIRES !

TOUS AU MEETING du P.C.I.

MARDI 12 MARS A 20 HEURES

SALLE DES HORTICULTEURS — 84, RUE DE GRENELLE (7e)